

Les élections anglaises

Les élections anglaises ont ramené au pouvoir W. Churchill. Son gouvernement ne manquera pas de multiplier les tentatives sanglantes pour sauver l'Empire britannique...

Mais elle pavise... avec des drageons en barre. Elle a en effet, compris qu'au delà de la victoire parlementaire des Tories s'ouvre en Angleterre une période de la lutte des classes où la question sera de moins en moins celle de Churchill, mais l'existence même du régime capitaliste.

NI DEFAITE, NI RECUL DU « LABOUR »

La majorité parlementaire a été obtenue par les conservateurs grâce uniquement au retrait du parti libéral de la scène électorale dans un grand nombre de circonscriptions. Ce parti perd un million neuf-cent mille voix ; un tiers de ses voix se portent sur les candidats travaillistes et les deux autres tiers sur les conservateurs.

En dépit du ralliement aux conservateurs de deux anciens électeurs libéraux sur trois, le parti travailliste :

— augmente de 863.000 le nombre de ses suffrages par rapport à 1950 ;

par FAVRE - BLEIBREU

— obtient environ 200.000 voix de plus que les conservateurs ; — augmente son pourcentage par rapport à l'ensemble des voix (48,1 %).

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. La classe ouvrière anglaise a manifesté une cohésion et une discipline de classe remarquables pour faire barrage aux Tories. Elle a voté massivement pour le Labour (1). Bien que ses espérances aient été régulièrement déçues par Churchill, elle n'a pas voté comme un seul homme pour les Tories, la première amertume passée.

Dans ces conditions, que la répartition non proportionnelle des sièges ait donné la majorité à Churchill, cela n'exprime pas un recul ouvrier et ne peut être résumé que comme un recul par les prolétaires anglais, la première amertume passée.

EFFONDREMENT DU CENTRE

L'effondrement complet du parti libéral est un signe important de la situation anglaise : la tension accrue des antagonismes de classe contraint la masse historique de la petite bourgeoisie à choisir entre les Tories, représentants patentés de la City et la classe ouvrière représentée par le Labour Party. Les oppositions se définissent sur la ligne des classes ; les formations

(Suite page 2.)

Lefauchoux déboulé Ouvrons ses livres de comptes

NOUS avons expliqué l'erreur de Lefauchoux, attaquant les ouvriers de chez Renault dans la personne de leurs dirigeants syndicaux Linet et Soulat et les difficultés devant lesquelles se trouvait la justice bourgeoise pour se sortir de ce mauvais pas.

A la deuxième audience de la XVII^e Chambre, le mardi 30 octobre, le Président Régue, a rendu un verdict déboulant Lefauchoux de sa demande préalable. En conséquence de ce verdict, les « accusés » Linet et Soulat sont autorisés à apporter la preuve de leurs dires et à montrer en quel sens le bilan de la Régie est un bilan truqué.

Maintenant va commencer le vrai procès que la justice bourgeoise n'a pas pu étouffer : le procès de la gestion capitaliste et du secret commercial.

Le tribunal n'a pas pu l'empêcher, craignant la réaction des organisations syndicales et des ouvriers, qui se serait produite s'ils avaient voulu manœuvrer l'évidence.

Lefauchoux a fait une gaffe ; nous devons en profiter à fond.

Pour nous, nous dénonçons toute complaisance et tout droit à juger à la tribune bourgeois avant que les centrales syndicales en cause aient obtenu de se constituer en Commission d'enquête ouvrière, devant laquelle la direction sera contrainte d'ouvrir ses livres de comptes.

Vous nous dites, Lefauchoux, « l'usine est nationale et tout », prouvez-nous vos dires. Vous devez dire, comme savent tout aux ouvriers de la Régie qui produisent toutes les richesses qui sortent de l'usine, et qui doivent pouvoir contrôler la gestion.

Tous unis pour l'ouverture des livres de comptes. Ce sera un grand pas en avant dans la lutte contre l'exploitation capitaliste.

J. G.

LA VÉRITÉ ORGANES DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE C.C.P. Mlle Picard 5660-38 Paris

Six morts, cent blessés, mille arrestations

L'ORDRE REGNE A CASABLANCA



PHOTO KEYSTONE.

L'œuvre civilisatrice de la France

Les tanks du général Guillaume à Casablanca, le lendemain du massacre

Le général Guillaume, ancien chef des troupes d'occupations françaises en Allemagne, vient de faire aux populations marocaines son cadeau d'anniversaire : 6 morts, 100 blessés, un millier d'arrestations, tel est le bilan des incidents de Casablanca.

Nous ne connaissons sans doute pas avant longtemps les causes exactes des incidents nés à l'occasion des élections aux chambres de Commerce indigènes, parmi les élus desquelles sont entrés les membres du Conseil du Gouvernement. Ce que nous en rapporte la presse bourgeoise (cris d'enfants, jets de pierres etc.) est sans commune mesure avec la férocité de la répression.

LES CRIMES JURIDIQUES D'ABIDJAN

Le premier des procès colonialistes engagés par les autorités françaises contre les populations d'Afrique Noire vient de se terminer sur de lourdes condamnations : 8 ans de travaux forcés au principal inculpé, Jacques Zorobrita ; 2 condamnations à 5 ans de travaux forcés ; 2 condamnations à 5 ans de réclusion ; 2 condamnations à 3 ans de prison, et 14 autres condamnations à des peines variées avec seulement 10 acquittements, alors que le déroulement du procès avait mis en lumière toutes les lacunes de l'instruction, toutes les manœuvres de l'administration, toutes les plus basses méthodes de provocation de la police, enfin toute la faiblesse de l'accusation.

Plats valets des grands intérêts impérialistes qui mettent l'Afrique Noire en coupe réglée depuis des dizaines d'années, les fonctionnaires appelés à témoigner au cours de ce premier procès ont donné les preuves de leur racisme et de leur volonté d'écraser dans tout les tentatives d'organisation indépendante des noirs ; des magistrats serviles les ont suivis...

Le deuxième procès, celui qui doit « juger » les « responsables » de la fusillade de Dimbroko (4 morts, 60 blessés), vient de s'ouvrir. Il suffira de rappeler que le principal inculpé Samba Ambroise (2 ans de prison préventive) était déjà en prison depuis 2 jours quand l'incident se produisit pour juger une fois encore du sérieux de l'accusation. Samba Ambroise risque néanmoins les travaux forcés à perpétuité.

Il ne faut pas qu'un nouveau verdict de classe soit rendu.

Les travailleurs de la Métropole doivent exiger tel que la répression s'arrête là-bas. La justice bourgeoise, pleine d'indulgence pour les Pietro-le-Pou, est féroce avec les esclaves qui luttent pour leur émancipation. Seule la force ouvrière pourra tirer des griffes des colonialistes les malheureux promus à l'assassinat légal.

R. DELILLE.

34^e Anniversaire de la Révolution d'Octobre

FÊTE DE "LA VÉRITÉ"

Salle Sussat, 206, Quai de Valmy

VENDREDI 9 NOVEMBRE, à 20 h. 45

Un grand film soviétique

L'OPTION DES TRAVAILLEURS : P.O. - P.O. du pouvoir

Le gouvernement Pleven a tenu parole : quand, voici un mois et demi, il déclara l'annulation de 12 % par année de l'échelle de septembre, il présentait que 5 % devaient couvrir les hausses à venir. Et en effet son activité essentielle pendant les vacances de l'Assemblée nationale a consisté à décaler et à valider les hausses. Les 5 % sur les tarifs marchands de la S.N.C.F. seront payés en totalité par les consommateurs. Le charbon augmenté de 20 %, l'électricité de 12 % et le gaz de 10 % pèseront d'autant plus lourd sur les budgets des classes qui ont subi les hausses de prix de chaque intermédiaire.

La dévaluation est à l'ordre du jour et les serments gouvernementaux ont été renouvelés. Il n'y a rien de tel que l'option du pouvoir de la S.F.P.O. irremplaçable couverture ouvrière, dont le rôle a été joué, qu'elle n'aura pas lieu tout de suite, garant le soutien, au gouvernement même au cas de participation de la S.F.P.O. Certes, il ne manque pas d'impératifs pour se tourner vers la majorité de réchange dont le P.C.F. est chef. Le rôle de la menace s'en précise ; c'est déjà son programme qui est à l'ordre du jour avec les modifications de la Constitution, les limitations du droit de grève et de presse, etc. Mais l'heure de la Gaule n'est pas venue. Il faut d'abord avoir infligé une défaite sérieuse aux ouvriers. Les ministres savent que le P.C.F. est chef de septembre n'a été que reporté et que le plus grand risque qu'ils courent est là.

Pourrait ce gouvernement de l'option peut durer encore. Sa naissance a été trop pénible pour que les différents groupes bourgeois ne reculent pas devant une crise

et une manifestation d'impuissance sous le vote de l'O.N.U. réunie au Palais de Chaillot.

D'autre part, les complices électoraux de leur faiblesse provient de la dévaluation, de leurs appareillages, veulent compléter leur escroquerie en modifiant au plus vite la Constitution (la Troisième radicale, en un dessin révélateur, se propose même de la faire gautter).

C'est par étapes, par incantations que l'option Pleven - Mayer veut consolider son pouvoir et sa majorité flottante vers l'Etat réactionnaire qui ne serait d'ailleurs que le pouvoir de la S.F.P.O. L'hétérogénéité de son programme procède de cette prudence. Il vise à associer la S.F.P.O., irremplaçable couverture ouvrière, dont le rôle a été joué, qu'elle n'aura pas lieu tout de suite, garant le soutien, au gouvernement même au cas de participation de la S.F.P.O. Certes, il ne manque pas d'impératifs pour se tourner vers la majorité de réchange dont le P.C.F. est chef. Le rôle de la menace s'en précise ; c'est déjà son programme qui est à l'ordre du jour avec les modifications de la Constitution, les limitations du droit de grève et de presse, etc. Mais l'heure de la Gaule n'est pas venue. Il faut d'abord avoir infligé une défaite sérieuse aux ouvriers. Les ministres savent que le P.C.F. est chef de septembre n'a été que reporté et que le plus grand risque qu'ils courent est là.

Leur lutte peut jeter bas le gouvernement de misère et de préparation de la guerre. Entre toutes, les « majorités de réchange », celle qui doit s'imposer est la majorité de la rue, celle des prolétaires. Elle serait un soutien destructeur au gouvernement bourgeois, s'affranchirait des partis ouvriers sans ministres capitalistes dont la nécessité impérative s'affranchirait de plus en plus clairement chaque jour au travers des luttes.

Motivé par l'absence de collaboration de la S.F.P.O. et le P.C.F. et le P.S. se verra imposer le Front Unique par les masses travaillistes et si ne pourrions se débiter à l'extrême de la constitution du gouvernement de Front Unique, du gouvernement ouvrier et paysan.

M. LEQUENNE.

Grève contre la loi Barangé

Le vendredi 9 novembre, les écoles resteront fermées. L'appel du syndicat national des Instituteurs (S.N.I.) et de la Fédération de l'Éducation Nationale (F.E.N.) à l'immense majorité des enseignants français en grève exigera l'abrogation des lois clericales MARIÉ-BARANGÉ.

« SANS TREVE ET SANS DEFAILLANCE »

Le lendemain de élections législatives, le premier soin de la majorité parlementaire et du gouvernement réactionnaire issu du scrutin de voteurs, fut de subventionner l'école confessionnelle. Aussi près de 200.000 instituteurs, professeurs et agents de l'éducation nationale se dressent-ils aujourd'hui unis, parfaitement conscients du danger que cette mesure fait peser sur leur condition de vie et de travail, sur l'existence même de l'enseignement laïc en France.

Jamais semble-t-il, décision de grève n'a reçu si forte approbation de cette couche de travailleurs. C'est à l'unanimité que le Conseil national de l'Éducation Nationale a décidé, adhérents à la décision de l'Union « sans trêve et sans défaillance ». Ce sont tous les syndicats de l'enseignement groupés dans la F.E.N. qui ont fait leur appel du S.N.I. Cette action coordonnée fait suite aux précédents de la manifestation de masse qui ont déjà eu lieu dans tout le pays : en Juin, 20.000 laïcs rassemblés à Lille, le 15 septembre 15.000 à Saint-Denis, le 21 octobre 5.000 à Nîmes et 6.000 à Montpellier, le 28 octobre 5.000 dans l'Oise, dimanche 4 octobre, 15.000 à Chartres (Maine-et-Loire) en plein fier clerical.

Depuis la grève de 1933, dirigée

contre les décrets-lois, depuis celle de 1947, c'est la première fois que les enseignants entrent en lutte pour

M. BURGUIÈRE. (Suite page 2.)

FORMEZ vos Comités Henri Martin

L'ACHÈVEMENT du gouvernement à résister à la pression paysanne qui réclame leur démission, la libération d'Henri Martin, révèle combien la bourgeoisie est attachée à maintenir dans ses gères celui qui, consciemment s'est opposé à la guerre du Viet-Nam.

Henri Martin est devenu un symbole pour le prolétariat français ; celui de la lutte anticolonialiste, celui de la solidarité ouvrière avec le peuple vietnamien.

Cette solidarité entre l'ouvrier de la métropole, quel qu'il soit, et le travailleur du Viet-Nam, la bourgeoisie veut la briser à tout prix.

Des millions d'esclaves coloniaux luttent depuis des années les armes à la main pour secouer leurs chaînes. Les bourgeois n'y ont pas assez de ses armes et de toutes ses armes modernes pour briser ses révoltes. Que de millions de mètres cubes de métaux précieux appuient par leur action la guerre révolutionnaire de leurs frères coloniaux ?

Maintenant en prison Henri Martin, c'est entraver le développement de cette grande union des exploités qui fait fi des différences de race et de nationalité.

M. MESTRE. (Suite page 2.)

L'Avenir du travailisme

De notre correspondant anglais G. BURNS

Les élections sont terminées et les résultats sont connus. Tel est le sentiment général parmi les militants travaillistes de base...

Le point, en dépit de cette magnifique démonstration, c'est un fait — un fait désagréable — que les « vieux gens du Toryland » sont restés et que la gauche s'est rapprochée...

RESPONSABILITE DE L'AILE DROITE
Le Labour a perdu les élections parce que les classes moyennes sont passées du côté des conservateurs.

La responsabilité de ce fait repose certainement sur les épaules d'Atlee et de Morrison, qui repoussèrent à chaque fois quelques moments de la base...

OU VONT LES CONSERVATEURS ?
Le grand capital n'est pas encore en mesure de détacher une attaque frontale décisive contre la classe ouvrière.

La gauche travailliste a accompli un travail magnifique dans ces élections. Les dirigeants de droite de Transport House l'ont eux-mêmes reconnu...

MORT DE LOUIS ADAMIC
Le 4 septembre s'écrivait révolutionnaire Louis Adamic était, dans la période d'une belle, dans sa maison de Washington...

POLARISATION AUX EXTREMES
Il est indiscutable que Churchill jouit à l'étape actuelle de l'appui sans réserve de la grande bourgeoisie...

Par là on voit que la façon de poser, ou de ne pas poser, les problèmes de la guerre civile, découle de l'orientation politique de chacun...

De notre correspondant aux U.S.A. Charles HANLEY
C'est pas de l'Amérique du Nord et de l'Amérique du Sud que nous voulons parler...

L'Amérique des millionnaires, nous la connaissons. Elle vient de démontrer à nouveau qu'elle est une terre de privilèges et de capots...

Quel sera le sort de l'Europe du TITO ?
L'Amérique des millionnaires, nous la connaissons. Elle vient de démontrer à nouveau qu'elle est une terre de privilèges et de capots...

de l'Amérique des millionnaires, nous la connaissons. Elle vient de démontrer à nouveau qu'elle est une terre de privilèges et de capots...

de l'Amérique des millionnaires, nous la connaissons. Elle vient de démontrer à nouveau qu'elle est une terre de privilèges et de capots...

de l'Amérique des millionnaires, nous la connaissons. Elle vient de démontrer à nouveau qu'elle est une terre de privilèges et de capots...

de l'Amérique des millionnaires, nous la connaissons. Elle vient de démontrer à nouveau qu'elle est une terre de privilèges et de capots...

de l'Amérique des millionnaires, nous la connaissons. Elle vient de démontrer à nouveau qu'elle est une terre de privilèges et de capots...

de l'Amérique des millionnaires, nous la connaissons. Elle vient de démontrer à nouveau qu'elle est une terre de privilèges et de capots...

AMERICOLOGES ET G.I.

de nos masses américaines partageront le bellicisme de leur presse. Elles ne rêvent pas d'une occupation de Moscou...

D'où viennent-ils, les G.I. américains que Washington envoie en Corée, ou en Europe ?

Travailleurs français, les soldats américains que vous voyez dans votre pays, ce sont des accords entre les gouvernements capitalistes de France et d'Amérique...

En Corée, de nombreux G.I. chassés par les soldats américains, s'en vont en train de s'installer à la fin de la guerre...

POUR LA FRATERNISATION ANTI-IMPERIALISTE
Un jour, dans une troisième guerre mondiale, les soldats américains recevront peut-être l'ordre de tirer sur des ouvriers français en révolte...

Les faits qui s'accumulent et s'accroissent depuis un certain temps déjà, ne permettent pas d'autre explication. Sous le couvert d'une lutte contre le danger de la bureaucratiation...

de tous les pays
C'est dans ce sens que les G.I. américains ont été envoyés en Corée, ou en Europe ?

◆ CORÉE
A LA MAISON POUR NOEL. — L'opinion publique aux U.S.A. exprime de plus en plus le désir de voir les combattants revenir à la maison...

◆ ITALIE
Dis-moi tu fréquentes. — Un procès contre une vingtaine de communistes de ce libre haut italien, accusés, entre autres, du massacre de dix-sept travailleurs...

◆ POLOGNE
Nouvel « Procès de Moscou ». — L'opinion publique aux U.S.A. exprime de plus en plus le désir de voir les combattants revenir à la maison...

◆ NOUVEAU « Procès de Moscou ». — L'opinion publique aux U.S.A. exprime de plus en plus le désir de voir les combattants revenir à la maison...

La guerre civile... l'Union soviétique... l'Union soviétique... l'Union soviétique...

ne fera jamais la guerre à l'Union soviétique. Mais qu'il y aura une guerre à faire contre ceux qui feront que la passivité ne suffira pas contre l'appareil de guerre...

Jacques PRIVAS

de des travailleurs de la nécessité de se préparer à la lutte armée. Au lieu de se préparer de manière traditionnelle à éviter la guerre...

La guerre civile... l'Union soviétique... l'Union soviétique... l'Union soviétique...

Par là on voit que la façon de poser, ou de ne pas poser, les problèmes de la guerre civile, découle de l'orientation politique de chacun...

Plus que jamais il est nécessaire que les marxistes révolutionnaires du Parti communiste yougoslave se rassemblent contre une tendance stalinienne et se dressent contre la politique de trahison de leur parti...

Michel PABLO.

FRONT POPULAIRE

Débat et mouvement

ROSE ETIENNE, secrétaire de Force Ouvrière, met les points sur les i. « Le chiffre de 23.600 fr. par mois est le seul point précis de rencontre avec la C.G.T. »

Mais les militants ouvriers de toutes tendances ne savent comment briser les entraves de la division ouvrière. Ils s'engagent dans l'unité d'action avec timidité. Que les lettres aient confié à la C.G.T. expriment le désir de l'unité d'action des travailleurs de toutes tendances, personne ne peut le contredire. Qu'il faille réaliser le front unique de la classe ouvrière face aux mesures gouvernementales, tout travailleur l'admet. Mais les réalisations unitaires restent limitées, mais les lettres restent sans réponses, mais les masses restent sans leur réserve.

Les cadres F.O. ressentent durement dans les entreprises ce désaccord auquel les masses de Robereau et de Rose Etienne sont liées. Mais les militants ouvriers de toutes tendances ne savent comment briser les entraves de la division ouvrière. Ils s'engagent dans l'unité d'action avec timidité. Que les lettres aient confié à la C.G.T. expriment le désir de l'unité d'action des travailleurs de toutes tendances, personne ne peut le contredire. Qu'il faille réaliser le front unique de la classe ouvrière face aux mesures gouvernementales, tout travailleur l'admet. Mais les réalisations unitaires restent limitées, mais les lettres restent sans réponses, mais les masses restent sans leur réserve.

Les causes de cette réserve doivent être cherchées dans le fait que les objectifs ne sont pas tracés. Le bureau F.O. désire contre les intérêts évidents des masses une direction de soutien du régime de la C.G.T., tout en dénigrant justement certains aspects de la mainmise de l'impérialisme américain sur l'économie et la politique française, reste sur le terrain d'une collaboration entre patrons patriotes » et ouvriers au nom de l'indépendance française.

La préparation des combats ouvriers pour la défense du pouvoir d'achat se situe dans une conjoncture réaliste américaine orientée vers la préparation intensive de la guerre. Les luttes en préparation auront de ce fait une portée décisive. Bonne ou mauvaise, la contradiction ne peut être résolue que dans la voie de la révolution.

Les hésitations des travailleurs traduisent leur dé fiance dans la politique des dirigeants ouvriers qui se refusent à forger le Front unique, dont l'achèvement serait la réalisation du gouvernement des travailleurs.

Les initiatives unitaires, les combats partiels mais vains, vont à leur rythme le moment où ce Front unique de classe s'imposera.



Le Bureau Confédéral de la C.G.T. a présenté à la discussion son programme national.

Jacques Ducloux, au Comité Central du Parti Communiste Français en a tracé le cadre bien connu.

« Nous sommes arrivés à un moment où le mouvement pour l'indépendance française peut et doit revêtir une ampleur extraordinaire... Et que les patrons ne pourront pas se rendre compte qu'avec notre politique de défense de l'indépendance française nous défendons l'ensemble des intérêts de la nation. »

Leit motiv repris dans toutes les organisations contrôlées par les staliniens. Ainsi à Baillet, Lunet indi-

TRAVAILLEZ prenez de la peine...

L'accélération des préparatifs de guerre, avec la boulevardisation des formes du capitalisme français sur le marché mondial.

Tout naturellement, une campagne pour la productivité qui garantira, paraît-il, le beurre avec les nouilles, payés (si l'on peut dire) pour connaître la capacité patronale, rejettent avec raison, cette caricole dont nous montrons l'amère saveur.

La bourgeoisie, consciente de cette opposition, recherche et trouve pour l'aider des auxiliaires précieux dans les rangs ouvriers.

La C.G.T., F.O., la C.F.T.C. et la C.G.C. dirigent, dans ce but le Centre intersyndical d'Etudes et de Recherches de Productivité (C.I.E.R.P.).

Fidèles à leur politique traditionnelle de collaboration de classes, ces trois organes ont accordé de fonds avec le patronat, derrière des réserves de pure forme.

L'augmentation de la productivité est souhaitable, si elle profite aux travailleurs et aux consommateurs. Mais elle ne doit pas être l'œuvre de la C.F.T.C.

« Production et productivité, facteurs de bien-être social », déclare le directeur de l'I.N.R., Robert Champion, représentant F.O. au C.I.E.R.P.

Les faits et les expériences démontrent que les constructions duperie entretenues par les syndicats réformistes.

En face de cette misère ouvrière, les patrons patronaux s'élevèrent pour 1960 à 4.200 milliards et ont vu le pouvoir d'achat de la classe ouvrière diminuer de 50 %.

« Voilà, depuis lors, l'œuvre de la productivité capitaliste. Accroître les cadences, travailler plus, faire plus de profits, réaliser les gains de la lutte de classes, préparer la guerre bourgeoise, programme dont la lutte pour la productivité est une pièce maîtresse. »

Les avertissements de la C.F.T.C. s'accroissent de la productivité doit se traduire par un relèvement des salaires (sic) de 100 % à l'heure, dit le directeur adjoint du Pion Marshall.

Villiers, président du Conseil du patronat français, rétorque : « La tentative de semer l'illusion que le capitalisme peut régler sa nature et sa raison d'être, accablent les profits aux dépens des travailleurs. »

« C'est clair, et faire croire, comme F.O. et la C.F.T.C. s'y emploient, que la productivité peut régler la nature et sa raison d'être, accablent les profits aux dépens des travailleurs. »

Il n'y a donc pas, et qui plus est, de profits de la misère ouvrière, fruit de nos salaires, pour dorer la pillule et jeter quelques miettes au nom de l'association aux bénéfices.

Ainsi la lutte contre la productivité se trouve indissolublement liée au combat pour des salaires décentés.

Une classe ouvrière misérable, divisée, paralysée par les réformismes et les abusés aux prises capitalistes et réformistes.

Mais un prolétariat uni dans l'offensive pour arracher le minimum vital et l'échelle mobile réduira à néant les plans de surexploitation capitaliste.

L. FONTANEL.
Le GÉNÉRI JULLIA
Ind. Spéc. et « LA VERITE »
R.G. - No. 3, P. D. - P. 19

que que : « Cette lutte a un caractère national et n'intéresse pas seulement les ouvriers, mais aussi les cadres, les techniciens et les ingénieurs ainsi que les petits et les moyens industriels. »

Il n'est pas dans le cadre de cet article de traiter de la lutte contre la mainmise américaine sur l'économie française. Retenons cependant que le programme « national » du P.C.F. et de la C.G.T., dans la mesure où il exprime une volonté de rassembler « patrons » et « ouvriers » ne peut servir de base à une action réelle pour l'amélioration du pouvoir d'achat des masses. Toutes les phases des dirigeants staliniens ne pourront empêcher que le patronat dans son ensemble ne vise qu'à surexploiter les travailleurs. Les chefs du P.C.F. ont fait grand cas de la déclaration anti-américaine du patron de combat « moyen » Ginguembre. Mais Ginguembre n'en reste pas moins un R.P.F. et un patron de combat.

JUN 36 ET LES ACCORDS MATIGNON

A différentes reprises, les leaders de la C.G.T. ont tracé la perspective d'un nouveau juin 36.

Quoi qu'il en soit, la situation se développe dans le sens d'un large combat d'ensemble de la classe ouvrière. Sans doute multiples : forme même d'une action trop limitée pour obtenir un succès total, nature même des organisations intéressées. Mais en réalité il semble bien que depuis le début de la grève, le Comité d'Action unitaire ait compris que seul l'appui effectif de l'ensemble des organisations syndicales de fonctionnaires pouvait permettre la poursuite du mouvement et son achèvement victorieux.

Les contacts pris tout au long de ces résultats très partiels. Quelles que soient les bonnes raisons mises en avant, un fait est clairement apparu : le refus du Cartel interconfédéral Force Ouvrière (en réchauffant) une conférence nationale pour le soutien et l'élargissement de la grève des enseignants.

Alors que sur le plan local des meetings communs avaient lieu, le cartel F.O. s'est refusé à tout contact avec l'U.G.F.F. sur le plan national — et parfois la seule arrivée d'un bonze rétrograde dans une ville de province suffisait à empêcher la tenue d'un meeting commun.

Nombreux sans doute sont les enseignants du C.A.U. ou une telle attitude à quelque peu déstabilisé. Relativement neutre à l'action syndicale, ayant refusé de rejoindre les défilés, plus ou moins nettes de l'ampleur de leur lutte et de sa signification réelle, ils ont dû s'effrayer de la paralysie dans laquelle la division plonge le mouvement syndical ; et ils risquent fort de retourner dans leur tour d'ivoire !

La responsabilité des dirigeants F.O. n'en est que plus grande. Que des cadres aussi élevés dans la hiérarchie de l'Etat bourgeois, que les savants des facultés, les magistrats ou les administrateurs civils, en soient

arrivés à se rebeller contre l'Etat en participant au mouvement ou en se soumettant à son régime, est positif ; mais ce n'est point tourné vers les organisations ouvrières pour obtenir leur appui, c'était un autre pas important. Hélas ! Ils ont montré que division et atomements !

Le fait est assez grave pour qu'il mérite d'être relevé. On peut regretter d'ailleurs que le C.A.U. n'ait pas lui-même tiré publiquement les conclusions de son expérience. Il n'a à la politique qui est celle des dirigeants — mais pas celle des travailleurs de la Fonction publique.

Il y a là en outre la seule issue positive pour que se prolonge et s'élargisse dans de nouvelles luttes un stade qui vient de s'achever du combat d'ensemble des fonctionnaires pour la défense de leur pouvoir d'achat.

BOOMERANG

Au mois de mai les cellules communistes de la S.I.P.A. (Société Industrielle pour l'Aéronautique) à Suresnes, s'adressèrent au Centre d'Action Unitaire pour que l'élargissement de la grève des enseignants.

Alors que sur le plan local des meetings communs avaient lieu, le cartel F.O. s'est refusé à tout contact avec l'U.G.F.F. sur le plan national — et parfois la seule arrivée d'un bonze rétrograde dans une ville de province suffisait à empêcher la tenue d'un meeting commun.

Nombreux sans doute sont les enseignants du C.A.U. ou une telle attitude à quelque peu déstabilisé. Relativement neutre à l'action syndicale, ayant refusé de rejoindre les défilés, plus ou moins nettes de l'ampleur de leur lutte et de sa signification réelle, ils ont dû s'effrayer de la paralysie dans laquelle la division plonge le mouvement syndical ; et ils risquent fort de retourner dans leur tour d'ivoire !

La responsabilité des dirigeants F.O. n'en est que plus grande. Que des cadres aussi élevés dans la hiérarchie de l'Etat bourgeois, que les savants des facultés, les magistrats ou les administrateurs civils, en soient

arrivés à se rebeller contre l'Etat en participant au mouvement ou en se soumettant à son régime, est positif ; mais ce n'est point tourné vers les organisations ouvrières pour obtenir leur appui, c'était un autre pas important. Hélas ! Ils ont montré que division et atomements !

Le fait est assez grave pour qu'il mérite d'être relevé. On peut regretter d'ailleurs que le C.A.U. n'ait pas lui-même tiré publiquement les conclusions de son expérience. Il n'a à la politique qui est celle des dirigeants — mais pas celle des travailleurs de la Fonction publique.

Il y a là en outre la seule issue positive pour que se prolonge et s'élargisse dans de nouvelles luttes un stade qui vient de s'achever du combat d'ensemble des fonctionnaires pour la défense de leur pouvoir d'achat.

arrivés à se rebeller contre l'Etat en participant au mouvement ou en se soumettant à son régime, est positif ; mais ce n'est point tourné vers les organisations ouvrières pour obtenir leur appui, c'était un autre pas important. Hélas ! Ils ont montré que division et atomements !

Le fait est assez grave pour qu'il mérite d'être relevé. On peut regretter d'ailleurs que le C.A.U. n'ait pas lui-même tiré publiquement les conclusions de son expérience. Il n'a à la politique qui est celle des dirigeants — mais pas celle des travailleurs de la Fonction publique.

Il y a là en outre la seule issue positive pour que se prolonge et s'élargisse dans de nouvelles luttes un stade qui vient de s'achever du combat d'ensemble des fonctionnaires pour la défense de leur pouvoir d'achat.

arrivés à se rebeller contre l'Etat en participant au mouvement ou en se soumettant à son régime, est positif ; mais ce n'est point tourné vers les organisations ouvrières pour obtenir leur appui, c'était un autre pas important. Hélas ! Ils ont montré que division et atomements !

Le fait est assez grave pour qu'il mérite d'être relevé. On peut regretter d'ailleurs que le C.A.U. n'ait pas lui-même tiré publiquement les conclusions de son expérience. Il n'a à la politique qui est celle des dirigeants — mais pas celle des travailleurs de la Fonction publique.

Il y a là en outre la seule issue positive pour que se prolonge et s'élargisse dans de nouvelles luttes un stade qui vient de s'achever du combat d'ensemble des fonctionnaires pour la défense de leur pouvoir d'achat.

arrivés à se rebeller contre l'Etat en participant au mouvement ou en se soumettant à son régime, est positif ; mais ce n'est point tourné vers les organisations ouvrières pour obtenir leur appui, c'était un autre pas important. Hélas ! Ils ont montré que division et atomements !

Le fait est assez grave pour qu'il mérite d'être relevé. On peut regretter d'ailleurs que le C.A.U. n'ait pas lui-même tiré publiquement les conclusions de son expérience. Il n'a à la politique qui est celle des dirigeants — mais pas celle des travailleurs de la Fonction publique.

Il y a là en outre la seule issue positive pour que se prolonge et s'élargisse dans de nouvelles luttes un stade qui vient de s'achever du combat d'ensemble des fonctionnaires pour la défense de leur pouvoir d'achat.

L'EAU ET LE FEU

« Que chaque membre du personnel, communiste ou non-communiste, participe à la grande discussion que nous ouvrons aujourd'hui par ce premier tract ! »

« Que dans chaque atelier, département, bureau ou service s'engage une lutte pour ce grand problème qui est la lutte pour la conquête de l'indépendance de notre pays ! »

C'est par ces lignes que la section Robereau du Parti communiste français conclut un appel qui a pour objectif d'appliquer et d'expliquer par la pratique les enseignements des débats et des discussions de la C.G.T. et de la Force Ouvrière.

« Nous nous déclarons prêts à lutter côte à côte avec tous ceux, sans aucune exception, qui veulent rétablir l'indépendance de la France, dénoncer les traités qui la lient au grand impérialisme américain et développer, tant sur le plan politique qu'économique et militaire, une politique indépendante, fondée sur la défense des intérêts français et sur la poursuite d'une politique de paix. »

Ces mots de Jacques Ducloux, cités par le tract, peuvent trouver un écho dans les masses petites-bourgeoises anxieuses et qui ne font que rêver un avenir meilleur dans le cadre idéologique d'une France bien française.

Mais lorsqu'il s'agit des travailleurs il ne va tout autrement. Pour l'ouvrier de chez Renault, comme pour n'importe quel

autre, il n'y a pas « tous ceux sans exception ». Deux catégories de personnes bien distinctes existent : ceux qui travaillent et ceux qui profitent du travail des autres. Et c'est là où le bât blesse.

L'ouvrier de chez Renault qui travaille 48 heures par semaine et reçoit 18.000 fr. net par semaine, se voit défiler en luttant pour la semaine de 40 heures, pour l'échelle mobile des salaires et pour le salaire minimum vital de 23.600 fr. Mais pour Lefebvreux qui fait travailler 43.000 travailleurs pour 12.000 fr. par quinzaine de 18 h. par semaine, la défense de ses intérêts et de ceux qu'il représente, est un blocus à briser, à faire monter les prix, à allonger la semaine de travail. Entre le premier et le second, il n'y a rien de commun sinon que l'un exploite l'autre.

Chacun d'eux, l'ouvrier en luttant contre Lefebvreux, Lefebvreux en exploitant l'ouvrier, luttent tous les deux pour des « intérêts français » à cette nuance près que la France de l'Un n'est pas la France de l'autre.

La politique d'Union nationale est l'alliance de l'eau et du feu. C'est tenter de régler l'union des exploités et des exploités tout à la fois et à tout coup les exploités sont les victimes.

On comprend que dans ces conditions, la discussion que tentait d'instaurer le P.C.F. est tombée complètement à plat. Nous ne pensons pas pourtant qu'une telle discussion soit impossible ou inutile. Nos camarades de chez Renault ont d'ailleurs été les seuls ouvriers organisés, à répondre à l'invitation qui était faite et à poser une série de questions concernant plus particulièrement la formation d'un gouvernement révolutionnaire. Les suggestions faites de discussions par atelier nous semblent fort justes. On pourrait même aller plus loin et instaurer une tribune libre politique où chaque travailleur écrit et expose son point de vue.

Mais si les ouvriers de chez Renault n'ont pas répondu à cette invite, c'est surtout à cause de la peur que Lefebvreux est inclus dans la formule : « tous ceux sans exception ».

« S'unir, d'accord — disait un ouvrier ouvrier — mais entre nous et pour nous en fait ceux qui nous exploitent et pas pour se mettre la corde au cou. »

C'est cette conception, basée sur la réalité de la lutte de classes qui permettra une union fraternelle. C'est sur ce terrain du front unique de classe que peut être menée la lutte contre la subordination de la politique française au programme de la politique « atlantique » des F.S.A.

Daniel RENARD.
Le gouvernement veut « assainir » la situation sociale. Il propose le programme qu'il se touchera pas aux droits des masses. Mais en même temps il passe à l'action et les ouvriers misérables sont les premières victimes.

Traditionnellement, les masses avaient droit de regard sur les basins, à la quasi-totalité des produits pharmaceutiques. Le droit de l'avaient toujours de leur côté et les médicaments les plus récents avaient dû reconnaître qu'il était justifié par leurs conditions de travail. Et c'est ainsi que le « Journal officiel » du 16-18, au tout début de la discussion, a déclaré que le droit de regard et de dénonciation des masses devaient être au moins 15 % de leur salaire, pour les médicaments les plus récents. Mais en même temps, il déclarait que le droit de regard des masses devaient être au moins 15 % de leur salaire par ordonnance.

Le gouvernement réagit ainsi que son plan d'assainissement est un plan d'attaque contre les avantages acquis par les masses, surtout pour les médicaments, dont les prix augmentent de 10 à 20 % par semaine. Il ne doit pas être surpris de la lutte engagée par les masses pour l'abrogation de l'article 16 de la loi du 10 octobre 1951.

Correspondant.

Correspondant.

Correspondant.

Correspondant.

Correspondant.

Le syndicat unique est aussi une arme d'unité d'action

Le calme apparent qui règne dans les mines, les chantiers ne trompe personne. La tempête s'annonce. Les 12 % du patronat et du gouvernement ont reculé l'échéance de septembre, ils ne l'ont pas supprimée.

Malgré les obstacles, la classe ouvrière cherche les moyens de renforcer sa coalition, d'arriver à plus d'unité, car chaque vent que dans la bataille qui s'annonce les plus importants problèmes politiques seront en jeu.

Depuis des mois, les travailleurs tentent par tous les moyens d'éliminer les obstacles qui s'opposent à l'unité. Des cartels d'entente syndicaux ou au Comité d'unité d'action, tous ces efforts traduisent la volonté de la classe ouvrière de se présenter plus unie, c'est-à-dire plus puissante devant les exploités.

Quand la C.G.T. propose l'unité d'action au sommet à toutes les confédérations, elle ne fait que traduire, et justifier, la volonté de millions de travailleurs. Mais elle ne veut pas que le courant vers l'unité est si fort, qu'il aurait été inconcevable que des ouvriers de toutes tendances n'aient pas pensé à construire quelque chose de plus durable, de plus solide que les trop souvent éphémères cartels syndicaux.

Une de ces réalisations est les

syndicats uniques. Le désir d'une seule organisation syndicale, d'une seule centrale syndicale tient à cœur à d'innombrables prolétaires. L'expérience de la division a été trop amère pour qu'il n'en soit pas ainsi.

De même que les efforts des travailleurs s'orientent vers l'organisation d'un mouvement unique, les syndicats uniques rappellent cette période.

Mais l'enjeu est plus grave, la classe ouvrière est plus divisée, mais aussi plus expérimentée, plus méfiante vis-à-vis de ceux qui l'ont dirigé jusqu' alors.

Annoncé par « l'Humanité » du 14 septembre, le premier syndicat unique a été formé à Saint-Quentin, d'autres depuis ont suivi et il faut à 400 articles sur l'unité d'action.

S'agit-il d'une nouvelle initiative des bureaucrates de la Rus Lafayette pour « plumer la volaille F.O. » ou d'une initiative spontanée de la base ? Bien que d'insuccès, cette question est en fait un compte secondaire, car dans l'avenir où ils sont un moyen de

ser l'unité, les syndicats uniques y ont dans le sens réel de la volonté de l'immense majorité des travailleurs. Les chemins de l'unité sont divers. Les causes de la division sont encore

la grève générale peut arracher un pouvoir d'achat garanti par l'échelle mobile.

Si cette perspective révolutionnaire était celle de la C.G.T., la classe ouvrière pourrait accepter les déclarations de H. Reynaud au C.G.N. de la C.G.T. sur la nécessité de combattre pour obliger le C.N.P.F. à de nouveaux accords Matignon. »

Car des compromis, des accords circonstanciels sont acceptables et nécessaires dans la voie de l'action révolutionnaire.

Mais les accords Matignon ont eu un autre caractère. Ils ont scellé sur l'autel du Front Populaire une politique de collaboration de classes qui a laissé en place tout l'édifice économique et politique de la bourgeoisie française.

De tels accords ont été néfastes à la classe ouvrière et dans la mesure où les dirigeants de la C.G.T. appellent « patrons et ouvriers » à s'unir, un nouveau « Matignon » se serait également néfaste.

La mobilisation des masses par le Front Unique ouvre effectivement la perspective d'un nouveau juin 36. Son objectif ne peut être de nouveaux accords Matignon mais le gouvernement des Partis ouvriers appliquant le programme anticapitaliste de la classe ouvrière.

(Voir n° 283) **R. GARREAU.**

Responsabilités

La fin brutale de la grève des examens a surpris l'opinion. La presse bourgeoise embolant le pas au gouvernement s'est réjouie d'une aussi favorable au mouvement s'est généralement contentée de noter les quelques résultats obtenus ; et la volonté des fonctionnaires de poursuivre la lutte sous d'autres formes.

Les causes de l'arrêt brusqué sont sans doute multiples : forme même d'une action trop limitée pour obtenir un succès total, nature même des organisations intéressées. Mais en réalité il semble bien que depuis le début de la grève, le Comité d'Action unitaire ait compris que seul l'appui effectif de l'ensemble des organisations syndicales de fonctionnaires pouvait permettre la poursuite du mouvement et son achèvement victorieux.

Les contacts pris tout au long de ces résultats très partiels. Quelles que soient les bonnes raisons mises en avant, un fait est clairement apparu : le refus du Cartel interconfédéral Force Ouvrière (en réchauffant) une conférence nationale pour le soutien et l'élargissement de la grève des enseignants.

Alors que sur le plan local des meetings communs avaient lieu, le cartel F.O. s'est refusé à tout contact avec l'U.G.F.F. sur le plan national — et parfois la seule arrivée d'un bonze rétrograde dans une ville de province suffisait à empêcher la tenue d'un meeting commun.

Nombreux sans doute sont les enseignants du C.A.U. ou une telle attitude à quelque peu déstabilisé. Relativement neutre à l'action syndicale, ayant refusé de rejoindre les défilés, plus ou moins nettes de l'ampleur de leur lutte et de sa signification réelle, ils ont dû s'effrayer de la paralysie dans laquelle la division plonge le mouvement syndical ; et ils risquent fort de retourner dans leur tour d'ivoire !

La responsabilité des dirigeants F.O. n'en est que plus grande. Que des cadres aussi élevés dans la hiérarchie de l'Etat bourgeois, que les savants des facultés, les magistrats ou les administrateurs civils, en soient

arrivés à se rebeller contre l'Etat en participant au mouvement ou en se soumettant à son régime, est positif ; mais ce n'est point tourné vers les organisations ouvrières pour obtenir leur appui, c'était un autre pas important. Hélas ! Ils ont montré que division et atomements !

Le fait est assez grave pour qu'il mérite d'être relevé. On peut regretter d'ailleurs que le C.A.U. n'ait pas lui-même tiré publiquement les conclusions de son expérience. Il n'a à la politique qui est celle des dirigeants — mais pas celle des travailleurs de la Fonction publique.

Il y a là en outre la seule issue positive pour que se prolonge et s'élargisse dans de nouvelles luttes un stade qui vient de s'achever du combat d'ensemble des fonctionnaires pour la défense de leur pouvoir d'achat.

arrivés à se rebeller contre l'Etat en participant au mouvement ou en se soumettant à son régime, est positif ; mais ce n'est point tourné vers les organisations ouvrières pour obtenir leur appui, c'était un autre pas important. Hélas ! Ils ont montré que division et atomements !

Le fait est assez grave pour qu'il mérite d'être relevé. On peut regretter d'ailleurs que le C.A.U. n'ait pas lui-même tiré publiquement les conclusions de son expérience. Il n'a à la politique qui est celle des dirigeants — mais pas celle des travailleurs de la Fonction publique.

Il y a là en outre la seule issue positive pour que se prolonge et s'élargisse dans de nouvelles luttes un stade qui vient de s'achever du combat d'ensemble des fonctionnaires pour la défense de leur pouvoir d'achat.

arrivés à se rebeller contre l'Etat en participant au mouvement ou en se soumettant à son régime, est positif ; mais ce n'est point tourné vers les organisations ouvrières pour obtenir leur appui, c'était un autre pas important. Hélas ! Ils ont montré que division et atomements !

Le fait est assez grave pour qu'il mérite d'être relevé. On peut regretter d'ailleurs que le C.A.U. n'ait pas lui-même tiré publiquement les conclusions de son expérience. Il n'a à la politique qui est celle des dirigeants — mais pas celle des travailleurs de la Fonction publique.

Il y a là en outre la seule issue positive pour que se prolonge et s'élargisse dans de nouvelles luttes un stade qui vient de s'achever du combat d'ensemble des fonctionnaires pour la défense de leur pouvoir d'achat.

arrivés à se rebeller contre l'Etat en participant au mouvement ou en se soumettant à son régime, est positif ; mais ce n'est point tourné vers les organisations ouvrières pour obtenir leur appui, c'était un autre pas important. Hélas ! Ils ont montré que division et atomements !

Le fait est assez grave pour qu'il mérite d'être relevé. On peut regretter d'ailleurs que le C.A.U. n'ait pas lui-même tiré publiquement les conclusions de son expérience. Il n'a à la politique qui est celle des dirigeants — mais pas celle des travailleurs de la Fonction publique.

Il y a là en outre la seule issue positive pour que se prolonge et s'élargisse dans de nouvelles luttes un stade qui vient de s'achever du combat d'ensemble des fonctionnaires pour la défense de leur pouvoir d'achat.

arrivés à se rebeller contre l'Etat en participant au mouvement ou en se soumettant à son régime, est positif ; mais ce n'est point tourné vers les organisations ouvrières pour obtenir leur appui, c'était un autre pas important. Hélas ! Ils ont montré que division et atomements !

Le fait est assez grave pour qu'il mérite d'être relevé. On peut regretter d'ailleurs que le C.A.U. n'ait pas lui-même tiré publiquement les conclusions de son expérience. Il n'a à la politique qui est celle des dirigeants — mais pas celle des travailleurs de la Fonction publique.

Il y a là en outre la seule issue positive pour que se prolonge et s'élargisse dans de nouvelles luttes un stade qui vient de s'achever du combat d'ensemble des fonctionnaires pour la défense de leur pouvoir d'achat.

arrivés à se rebeller contre l'Etat en participant au mouvement ou en se soumettant à son régime, est positif ; mais ce n'est point tourné vers les organisations ouvrières pour obtenir leur appui, c'était un autre pas important. Hélas ! Ils ont montré que division et atomements !

Le fait est assez grave pour qu'il mérite d'être relevé. On peut regretter d'ailleurs que le C.A.U. n'ait pas lui-même tiré publiquement les conclusions de son expérience. Il n'a à la politique qui est celle des dirigeants — mais pas celle des travailleurs de la Fonction publique.

Il y a là en outre la seule issue positive pour que se prolonge et s'élargisse dans de nouvelles luttes un stade qui vient de s'achever du combat d'ensemble des fonctionnaires pour la défense de leur pouvoir d'achat.